

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 3, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez M. M. Delany, Davies & Co., 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 15 fr. 50.
 Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.
 Place de la Bourse, 8.
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DUCROISSANT, 14.
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

	Hauss.	Baisse.
3 0/0	79 55	» » » 05
4 0/0 amortiss. .	81 25	» » » 05
4 1/2 0/0 1883 .	107 70	» » » 15
Cons. anglais .	100 3/16	1/8 » » » 05
Italie .	95 65	» » » 05
Flor. autric. (or).	87 1/4	7/16 » » »
Esp. Extér. nouv.	57 1/8	2 50 » » »
Egyptien 6 0/0 .	318 75	1 25 » » »
Ch. Égyptiens .	432 50	» » » 05
Turc 4 0/0 (nouv.)	13 65	7 50 » » »
Banque ottomane	492 50	

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à la date du 15 NOVEMBRE de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 17 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU LUXEMBOURG

Le Sénat ne se réunira qu'à quatre heures en séance publique, l'élection de membres de diverses commissions retenant les sénateurs dans les bureaux.

INTÉRIEUR

Le conseil des ministres ne s'est pas réuni ce matin.

Sont convoqués pour le 13 décembre prochain les électeurs des départements du Gard et de la Seine par suite des options de MM. Madier de Montjan, Clémenceau, Brisson, Floquet, Georges Perlin, Henry Maret et Paul Bert.

Le comité du monument de l'amiral Courbet s'est réuni aujourd'hui sous la présidence de l'amiral Dompierre d'Hornoy.

Il a été décidé que le monument serait élevé à Abbeville.

Rapportons à ce sujet que le comité artistique est ainsi composé :

Président : amiral Dompierre d'Hornoy ; membres : MM. amiral Jurien de la Gravière, Jules Simon, Hervé, secrétaire (pari par ces messieurs) : M. Arthur Meyer.

Ajoutons que l'on a exprimé, dans cette réunion, le regret que le monument ne soit pas érigé sur une des places principales de Paris.

La Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée nous fait savoir que les conséquences de l'accident arrivé au train de la Malle de l'Inde, qui a déraillé dimanche à 2 heures du soir à Alguebelle, n'ont pas été de longue durée. Les voitures étaient relevées et la voie réparée lundi matin.

La circulation est rétablie.

Nous avons annoncé depuis quelque temps déjà le retour du général de Courcy en France.

Les journaux ont commenté cette nouvelle; mais ce que l'on a dit encore c'est qu'il est question de lui donner pour successeur le général Billot, commandant le 1^{er} corps d'armée.

Le fait est que le général a été reçu hier par le ministre de la guerre et qu'il a eu ensuite une entrevue avec le président de la République.

L'envoi du général Billot en Extrême-Orient ne cachera-t-il pas un plan machiavélique ?

Le général est un candidat éventuel à la présidence de la République; l'annonce de son départ pourrait lui faire perdre les chances qu'il peut avoir à la succession de M. Grévy.

Comme conséquence des mesures économiques adoptées par le gouvernement, tous les employés auxiliaires du ministère des finances viennent d'être brusquement remerciés.

Les nominations relevant du ministère de l'intérieur que nous relevons tout à l'heure, sont considérées partout comme le testament de M. Allain-Targé.

Le personnel passant à la stérilité au ministère de l'intérieur est l'indice certain de mesures rigoureuses prises à bref délai contre les fonctionnaires de tout ordre qui n'ont pas donné de gages suffisants à la République.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante :

« Hanot, 16 novembre.

Les troupes du général Jamont, après la prise de Than-Moi, ont occupé plusieurs points entre le fleuve Rouge et la rivière Claire; elles descendent maintenant le Day pour chasser des deux rives de ce fleuve les pirates qui s'y étaient établis.

D'autre part, le général de Négrier mène vigoureusement les opérations militaires en vue de la complète pacification du Delta. Les partis rebelles sont traités simultanément par de nombreuses colonnes; chaque jour, des petits engagements ont lieu. Tous les points attaqués sont préalablement entourés et réduits par le feu; les attaques de front sont ainsi évitées et, grâce à cette précaution, nos pertes sont insignifiantes, tandis que celles des pirates sont, au contraire, très considérables.

Aussi, une grande panique règne-t-elle parmi eux; de nombreuses offres de soumission m'arrivent et les indigènes, se joignant d'eux-mêmes à nous, leur font des prisonniers et nous les livrent.

Nos troupes sont pleines d'entrain, bien que ces opérations soient très pénibles pour elles, des dignes ayant été rompus en plu-

sieurs endroits par les rebelles pour inonder le pays.

EXTRÉRIEUR

Montréal, 16 novembre.

L'exécution de Riel cause une grande agitation dans la population française, mais il n'y a pas de désordres.

Les étudiants canadiens-français ont fait une manifestation dans les rues.

Ils portaient un drapeau tricolore.

Cassel, 17 novembre.

L'anarchiste Lieske a été décapité, ce matin, à huit heures, par le bourreau de Berlin.

Serbes et Bulgares

La légation de Serbie a reçu le télégramme officiel suivant :

Belgrade, 17 novembre, 10 h. 15 m.

Notre quartier général est transféré à Tzaribrod.

La position de Dragoman, attaquée par nos troupes, a été abandonnée par les Bulgares le 15 au soir.

Le 16 au matin, les retranchements de Trunet ont été enlevés; l'ennemi a été entièrement battu et Trunet pris.

Nous avons fait beaucoup de prisonniers. Un bataillon bulgare entier a déposé les armes. Nous avons pris deux canons.

A Timok, un bataillon de volontaires bulgares a déposé les armes.

INFORMATIONS

Le Djemnah, portant la malle de la Chine et de l'Indo-Chine, est attendu après-demain à Marseille.

Ce bâtiment porte à son bord le général de division Brière de l'Isle, ex-commandant en chef de l'expédition du Tong-King.

Aussitôt débarqué, le général devra se rendre d'urgence à Paris, afin de donner au ministre de la marine des renseignements personnels sur notre situation en Indo-Chine.

Jusqu'à présent, notre agence générale au Caire se trouvait installée dans un immeuble très suffisant, d'ailleurs, et que le gouvernement louait moyennant la somme de 15,000 fr. par an.

M. Camille Barrère qui, décidément, nous paraît attaché de la monnaie au de la grandeur, n'a pas trouvé cette installation suffisante; sur sa demande, l'agence a été transférée dans un nouvel immeuble, d'anciens diraient dans un palais dont le loyer ne coûterait pas moins de 25,000 francs par an.

Chose piquante : l'ex-membre de la Commune, qui n'a pas toujours pagé dans l'opulence, occupe à lui seul tous les appartements de l'hôtel.

Quant aux bureaux mêmes de l'agence, ils ont été relégués au fond d'un pavillon, au-dessus des remises et des écuries de M. le ministre; c'est là que sont reçus ceux de nos nationaux — et ils sont nombreux au Caire — qui ont affaire au consul général.

Etonnez-vous donc, après cela, que M. Barrère ait rencontré si peu de sympathie parmi les résidents français établis en Egypte.

Le baron de Ring, dont le congé avait été prorogé pour cause de maladie, vient de rentrer à Paris.

Bien que sa santé soit complètement rétablie, ce diplomate n'a pas encore repris ses fonctions de directeur de la politique au quai d'Orsay.

Ceux qui connaissent le dessous des cartes assurent même qu'il n'a nullement l'intention de les reprendre.

Dans ce cas, M. le comte de Montheol, qui a pris par intérim la succession du baron de Ring, y sera maintenu, et le gouvernement devra le remplacer comme membre de la commission internationale des Pyrénées.

L'exécution de Riel

Après avoir, à plusieurs reprises, retardé la date de l'exécution de ce malheureux chef de l'insurrection des métis, et en présence des pétitions qui étaient adressées de toutes parts au gouvernement du Canada, il était permis d'espérer que le gouverneur lord Lansdowne userait de son droit de grâce.

Il n'en a rien été.

Riel a été exécuté hier matin à Regina et les sympathies que lui a témoignées l'élément français, au lieu de lui être utiles, l'auront peut-être contribué à rendre plus implacables les ministres d'origine anglaise qui gouvernent la Dominion.

Nous avons dit ici même quelle haine tenace et mesquine les Anglais nourrissent contre les Canadiens français, petits fils de ces hardis colons qui allèrent, il y a deux cents ans, planter le drapeau de la France sur ces rives lointaines, fils de ces héros qui, sous les ordres du marquis de Montcalm, ont défendu avec tant de valeur notre belle colonie au siècle dernier ! Les Anglais ne peuvent leur pardonner d'avoir — bien que sujets de la couronne d'Angleterre — gardé pieusement le souvenir de la mère patrie et d'être restés français de cœur, de mœurs et de religion. Ces vaincus, au lieu de disparaître, se sont multipliés; ils étaient quelques milliers à peine; maintenant leur nombre s'élève à deux ou trois mil-

lions et leur influence grandit chaque jour. L'infortuné Riel avait du sang français dans les veines, il était destiné, par cela même, à subir, dans toute sa rigueur, la peine à laquelle il avait été condamné.

La reine, vivement sollicitée de faire grâce, s'est retranchée derrière les lois constitutionnelles du Canada, qui attribuent ce droit au seul gouverneur général de cette colonie. Mais ce que ne pouvait point la souveraine, la femme eût pu le faire. Elle a su se rappeler que le Canada appartenait à l'Angleterre lorsqu'il s'est agi de l'élucider, il y a huit jours, les directeurs du Canadian-Pacific Railway; elle aurait intéressé auprès de lord Lansdowne, que la vie de Riel eût été sauvée !

L'exécution de cet infortuné est un défi jeté par l'élément anglais à l'élément français au Canada. Sa mort a produit une vive impression à Montréal et à Québec; le drapeau français a été mis en berne; l'agitation est très grande et des désordres graves se produisent certainement. Les étudiants parcourent la capitale de la Dominion en chantant la Marseillaise, on va brûler en effigie le premier ministre sir John Mac-Donald et on craint que la foule exaspérée n'en vienne aux bureaux de journaux qui ont demandé la mort de Riel.

Le gouvernement du Canada a agi avec prudence en refusant de faire grâce; il a peut-être avant longtemps à regretter de ne point s'être montré généreux.

L'HÉRITAGE FERRY

Le 16 octobre 1884, M. Jules Ferry, alors président du conseil, faisait la déclaration suivante aux membres de la commission du budget :

« Pour 1886, on n'échappera pas à la création de nouveaux impôts. Si le gouvernement n'en propose pas dès cette année, c'est parce que nous entrons dans une période électorale. Mais, une fois les élections faites, la question reviendra fatalement. »

Il n'y a pas plus d'un mois que les élections sont faites, et déjà la menace de M. Ferry est en voie de réalisation; oui, la Chambre nouvelle est à peine constituée, le président du conseil n'est monté encore qu'une seule fois à la tribune, et c'est pour déclarer qu'il ne manquera pas de faire honneur — si toutefois il est permis d'appliquer ce mot à de telles gens et à de telles choses — à la triste promesse de son sinistre prédécesseur.

Il a dit :

« Les réductions compatibles avec le bon fonctionnement des services publics devront être réalisées. Si les économies ne suffisent pas, le gouvernement n'hésitera pas à demander de nouvelles ressources à ceux des impôts existants qui semblent peser du poids le moins lourd sur les contribuables. »

A cette phrase, qui est l'une des plus caractéristiques de la Déclaration lue hier à la Chambre, M. Jules Ferry a approuvé en souriant. C'est, en effet, un témoignage que son successeur lui rendait; les nouveaux impôts, nous les aurons. Et, comme le dit ce matin un de nos confrères républicains, beaucoup de députés des gauches, en entendant les paroles de M. Brissot, « se rappelaient qu'ils avaient été élus en déclarant que les monarchistes mentaient, quand ils affirmaient la nécessité d'augmenter les impôts. »

Non, les conservateurs ne mentaient pas, quand ils disaient aux contribuables que l'on méditait, après les élections, de leur imposer plus lourdement encore : M. Brissot vient d'en faire l'aveu.

Non, les conservateurs ne mentaient pas davantage, lorsqu'ils annonçaient que les opérations militaires continueraient et continueraient au Tong-King et dans l'Annam. — Ceux qui mentaient, c'étaient les préfets, osant donner sur ces points des démentis aux conservateurs; ce sont les ministres surtout qui mentaient, ceux qui ordonnaient d'affirmer que la guerre tonkinoise était finie véritablement; elle n'était pas finie, elle se poursuivait, elle se perpétuait pendant un laps de temps indéfini. M. Brissot vient de le déclarer, et il a, de cette façon, hautement, impudemment, confessé ceci : que des mensonges ont été, en effet, commis pendant la période électorale, mais qu'ils l'ont été, par qui ? Par M. le ministre de l'intérieur et par messieurs ses préfets !

C'est qu'il s'agissait de réussir, n'importe comment; tous les moyens ont paru bons au gouvernement de la République, et il a ordonné à ses fonctionnaires de servir les intérêts des candidats officiels jusqu'au mensonge inclusivement.

Malheur à ceux des préfets ou des gardes-champêtres qui auraient montré quelque scrupule devant une telle iniquité, qui auraient hésité à tromper le suffrage universel et à voler des voix; ceux-là, M. Brissot déclare qu'ils « ont poussé l'oubli de leurs devoirs jusqu'à desservir la République », et il ajoute qu'il est prêt à les frapper; on n'a qu'à les lui dénoncer : ce ne sont pas les délateurs qui manquent aujourd'hui.

Ah ! M. Henri Brissot est bien de l'école de M. Jules Ferry !

Le mal que celui-ci a commencé, il se charge de le continuer. On a changé de

ministres, mais on n'a pas changé de système, et le cabinet actuel suivra scrupuleusement la même politique que son prédécesseur, en matière de finances d'abord, puis en matière d'expéditions coloniales, et généralement en toutes choses.

Voilà ce que M. Brissot est venu notifier hier à la Chambre.

Elle et lui ne se connaissaient pas encore; c'est la première fois qu'ils se rencontrent, et il était curieux, il était important de savoir s'ils seraient de même humeur, de même tempérament; si les idées que pouvait avoir le ministre rencontraient de l'écho sur les bancs du Palais-Bourbon, si la concentration du parti républicain était enfin devenue possible, et si l'on trouvait les éléments de quelque majorité ministérielle.

L'épreuve est-elle douteuse ?

M. Brissot a donné sa mesure, et c'est avec une stupeur profonde qu'on l'a entendu développer sa profession de foi gouvernementale. Si médiocre opinion qu'on eût de lui, on ne le soupçonnait pas encore d'être si malavisé.

Comment a-t-il pu se figurer que la nouvelle Chambre ignorait ou avait oublié le vote du 30 mars dernier ? Il faut sans doute avoir une bien petite idée de l'intelligence ou de la dignité des membres du Parlement, pour se présenter à eux en se réclamant d'un ancien ministre qui, pour ses méfaits, n'est plus au regard du pays qu'un flétri, et qui, vis-à-vis des Chambres, est encore un accusé.

N'est-ce point M. Brissot lui-même qui, en cette occasion, a manqué d'intelligence et de dignité ?

Élevé de Ferry et plagiaire de son maître, tel est le président actuel du conseil. Cela convient-il à la majorité républicaine de la Chambre nouvelle ? Elle ne l'a pas dit encore, et elle n'a pas pu le dire, n'ayant pas eu à voter.

On pourrait interpréter son silence, son attitude morne, le soin qu'elle a affecté de prendre de se détourner hier de M. Brissot; on pourrait dire que cette attitude de la majorité équivaut moralement à un de ces votes de blâme sous lesquels tombent les ministres.

Mais attendons jeudi, attendons qu'une circonstance se produise, pour que les républicains fassent connaître clairement s'ils sont pour ou contre la politique Ferry personifiée par M. Brissot. Pour nous, sachant ce que vaut ce personnage, et d'ailleurs nous défiant de la majorité républicaine, nous ne songeons dans tout cela qu'au pays, de jour en jour sacrifié davantage aux avidités des aventuriers.

EN ORIENT

L'on a si bien travaillé à la Conférence de Constantinople que la guerre a éclaté entre Serbes et Bulgares, et que nul ne peut dire jusqu'où elle s'étendra. Ce résultat n'est pas seulement déplorable; il est piteux. Tous les esprits sensés jugeront qu'il est profondément ridicule que le repos de l'Europe soit troublé, que sa sécurité soit détreinte par l'ambition déréglée de principicules élevés par elle à l'existence politique. L'on ne pourra s'empêcher de penser que ces princes et ces peuples se sont montrés également indignes de la bienveillance excessive qui les a tirés du néant et de reconnaître que les graves événements qu'ils ont provoqués ne peuvent se justifier que par l'incroyable vanité et la furieuse jalousie qui les dévorait. Un jour ou l'autre, on s'en lassera, et cette poignée de turbulents parvenus se trouvera mal.

Mais les principaux coupables ne sont pas en Serbie, en Bulgarie et en Grèce. Si l'histoire appelle un jour à sa barre les auteurs de la guerre dont nous voyons le commencement, elle ne pourra que condamner avec énergie les gouvernements français et anglais, l'un pour ses intrigues, l'autre pour son ignorance et sa faiblesse.

L'Angleterre a joué le jeu le plus égoïste; ce qui est excusable; le plus vain et le plus dangereux : ce qui ne l'est pas. Préoccupée des conditions de la lutte électorale et consentant à leur subordination sa politique étrangère, comme le font les nations déçues, trompées dans ses espérances de division par l'accord des trois Empires, elle a compromis de gaieté de cœur la paix universelle, au détriment de ses intérêts permanents, et attisé la révolte au lieu de l'étendre. Elle ne paraît guère avoir fait d'autres calculs, dans cette affaire, que ceux qu'on lui inspire les besoins mesquins et transitoires de la politique intérieure ou le regret de ne pas voir la Russie aux prises avec l'Autriche. Les yeux fermés à toute autre considération, elle n'a pas hésité à poser à nouveau la question d'Orient. Au point de vue moral et matériel, sa responsabilité sera lourde, et elle ne l'évitera point.

Mais que dire de l'attitude du gouvernement français ? Quelles expressions imaginer pour traduire le dédain qu'il doit, en ce moment, inspirer à l'Europe ? Nous n'avons, dans ce conflit, aucune participation immédiate, aucun intérêt essentiel. Nous étions presque indifférents, avant que la France ne fût tirée dans la question d'Orient. Rien ne nous était plus facile, rien ne nous était plus profitable que de marcher d'accord avec l'Autriche, l'Allemagne et la Russie, et d'assurer, par notre appui, le triomphe de la seule politique capable d'engendrer une paix durable. Mais il aurait fallu un éclair de bon sens, une brève de volonté, un atome d'expérience. Cela ne se trouve pas au quai d'Orsay quand M. de Freycinet y règne. Nous l'avons bien vu, en 1882, dans l'affaire d'Egypte.

Aujourd'hui, notre ambassadeur à Constantinople n'a pu tenir qu'un langage équivoque, conseillant et déconseillant tour à tour le rétablissement du statu quo et finissant par refuser son approbation aux avis résolus des trois Empires. Jugez donc ! il y avait une responsabilité à prendre, une ligne de conduite à définir, un conseil pratique à donner !

On s'était réuni pour cela. M. de Noailles en a été réduit à ne dire qu'une chose : c'est que la Turquie peut agir comme bon lui semble sous sa propre responsabilité.

Que M. de Freycinet se taise bien là tout entier ! Qu'il est bien toujours l'esprit confus et pusillanime auquel nous devons l'abaissement du drapeau français en Egypte ! C'est dans le sang ou l'imbécillité, à-t-on dit, que finissent les républicains. La République française ne choisit pas; elle offre à l'Europe l'exemple de l'un et de l'autre, et nous ne pouvons que répéter le mot de lord Chesterfield à son fils partant pour le continent : « Allez et voyez par quels hommes le monde est gouverné ! »

Il existe au ministère des finances une commission chargée d'examiner les titres des personnes qui sollicitent un bureau de tabac et d'accorder, au nom de l'Etat, cette faveur que l'on sait être partout si recherchée.

De quelle façon la commission dont il s'agit remplit-elle son mandat ? C'est ce que l'avenir de Seine-et-Oise, par le moyen d'une lettre publiée dans son dernier numéro, va nous faire connaître.

On vient de nommer, en qualité de receveur ruraliste à Longjumeau, le sieur Lalande, ex-marchand de vin et ex-maire de Gif, connu dans toute la région comme agent électoral républicain et comme ayant eu jadis maille à partir avec la préfecture de Seine-et-Oise, à la suite de certaines erreurs prévues par les lois et règlements relatifs aux contributions indirectes.

Voilà ses titres réels, car nous ne saurions prendre au sérieux la qualification d'ancien militaire qu'il cherche à se donner. On n'est pas ancien militaire pour avoir servi six mois seulement dans un régiment de ligne et avoir été réformé ensuite pour cause de maladie.

Ainsi, au moment où tant de bons et loyaux services sont à récompenser; au moment où reviennent du Tong-King de nombreux soldats blessés, dont la santé se trouve irrémédiablement compromise, voilà que le gouvernement favorise, voilà que le juge digne de ses préférences !

Contrairement à la tradition, contrairement aussi à l'équité, les bureaux de tabac deviennent le prix de simples services électoraux, et cela, nous le répétons, au moment où tant de nos soldats blessés dans les dernières campagnes se voient condamnés à traîner en France une existence toute de privations et de misère.

C'est vraiment honteux. Nous espérons donc qu'il se rencontrera à la Chambre un homme de bon sens, doublé d'un homme de cœur, pour signaler à la tribune de pareils scandales et demander des explications au ministre des finances sur la manière cynique dont ses subordonnés distribuent des faveurs dont il endosse toute la responsabilité.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 17 NOVEMBRE

La température monte en Scandinavie, en Espagne et en Gascogne.

En France, le temps va rester beau et froid.

A Paris, le ciel est très pur.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent E. modéré; mer peu agitée.

Océan. — Vent E. fort; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre N.-E. et S.-E. faible; mer agitée.

Aujourd'hui, 17 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... — 2° 1/2

A onze heures du matin..... — 2° 1/2

A deux heures du soir..... — 3° 1/2

Température la plus basse de la nuit — 2° 1/2

Le baromètre est à 762 millimètres 5.

M. Catusse, préfet de la Loire-Inférieure, est nommé préfet des Alpes-Maritimes, en remplacement de M. Lagrange de Langre, mis en disponibilité sur sa demande et promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

M. Glaise, préfet de la Haute-Garonne, est nommé préfet de la Loire-Inférieure.

M. Laurens, préfet de Seine-et-Oise, est nommé préfet de la Haute-Garonne.

M. de Girardin, directeur du cabinet et du personnel au ministère de l'intérieur, est nommé préfet de Seine-et-Oise.

La direction du personnel au ministère de l'intérieur est réunie à la direction de la sûreté générale.

M. Alfred Foubert, chef du secrétariat particulier, prendra le titre de sous-directeur chargé du secrétariat particulier.

M. Demagay, chef adjoint du cabinet et du personnel au ministère de l'intérieur, est nommé chef du cabinet du ministre de l'intérieur.

M. le général de brigade de Jouffroy d'Abbas, commandant la 31^e brigade d'infanterie (16^e division, 8^e corps d'armée), est placé dans la 2^e section (réservé).

ve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

M. de Brazza arrivera à Paris, mercredi prochain, 18 novembre à 4 heures 56 du soir, par la gare du chemin de fer d'Orléans.

M. de Brazza sera reçu par une délégation de la Société de géographie.

Hier, Fontainebleau a vu revivre, pour un instant, l'animation qui régnait à Compiègne, alors qu'en des temps plus heureux, on y donnait des revues sémitales devant un parterre de princes et de princesses.

Brigant les lazzis du marquis de Massa, M. le duc de Bellune s'est amusé à écrire d'une plume légère, mais acérée, une revue pimpante et pleine d'entrain, qui a été chaleureusement applaudie par la haute aristocratie parisienne, et qui a été jouée par des personnalités appartenant au plus grand monde.

Nous ne raconterons

SPORT

COURSES A VINCENNES

Lundi 16 novembre.

RÉSULTATS

Prix des Forêts. — Steeple-chase. — 2,500 francs. — Distance, 3,000 mètres.
1. Blondor, 16/1, à M. Lefort.
2. Roussotte, 10/1, au capitaine Georges.
3. Péruvienne, 12/1, à M. Hennessy.
Non placés : Diaphane (tombe), Séville, Barbizon (débordé) et Cadet (tombe).
Gagné d'une tête; le troisième à deux longueurs.

Prix Nuage. — Course de haies. — 3,000 francs. — Distance, 2,600 mètres.
1. Tazari, 12/1, à M. Vincent.
2. Y. Mandrake, 5/1, à M. Andrews.
3. Albuquarque, 8/1, à M. Lavis.
Non placés : La Guerche, Content, Orléans, Prélude et Maman-Berthe.
Gagné de quatre longueurs; le troisième à deux longueurs.

Prix de la Pyramide. — Course de haies. — 4,000 francs. — Distance, 4,000 mètres.
1. Voisins, 10/1, à M. Khan.
2. Matador, 4/1, à M. Guinbert.
3. Barrière, 7/2, à M. Hennessy.
Non placés : Alger, Libérateur, Amadou et Quéteur (débordé).
Gagné de quatre longueurs; le troisième à une longueur.

LIBRAIRIE

La Nouvelle Revue, 23, boulevard Poissonnière. — Livraison du 15 novembre 1885.

La Société de Madrid, par M. le Comte Paul Vassil.

Les Partis monarchistes sous le second Empire, par M. Léon de Bretonne.

Leon XIII et M. Frère-Orban (fin), par M. Aristide Astruc.

Melcy (Troisième partie), par M. Noël Blanche.

Figures oubliées de la Révolution: le Conventionnel Luvet, par M. F.-A. Aulard.

La preuve, par X.

Rendez-vous, poésie, par Mme la baronne d'Ostefels.

Les Livres, par M. Francisque Sarcey.

Revue du Théâtre, par M. Louis Gallet.

Lettre sur la Politique extérieure et la Politique intérieure, par Mme Juliette Adam.

Bulletin bibliographique.

Chronique de l'éducation.

Revue financière.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 17 NOVEMBRE 1885

(4 heures 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Calme.

Dispon. 59 50 à 60 50 4 prem. 61 50 à 62 50

Courant. 59 50 à 60 50 4 mars. 62 75 à 63 75

Décemb. 60 25 à 61 25 4 mars. 62 75 à 63 75

HUILE DE LIN. — Calme.

Dispon. 57 50 à 58 50 4 prem. 59 50 à 60 50

Courant. 57 50 à 58 50 4 mars. 59 50 à 60 50

Décemb. 58 50 à 59 50 4 mars. 59 50 à 60 50

SPRITUEUX. — Calme.

Dispon. 46 75 à 47 75 4 prem. 48 25 à 49 25

Courant. 46 75 à 47 75 4 mars. 48 25 à 49 25

Décemb. 47 25 à 48 25 4 mars. 48 25 à 49 25

SUCRES. — Calme.

Dispon. 45 50 à 46 50 4 prem. 48 50 à 49 50

Courant. 45 50 à 46 50 4 mars. 48 50 à 49 50

Décemb. 47 50 à 48 50 4 mars. 48 50 à 49 50

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 47 50 à 48 50 4 prem. 49 50 à 50 50

Courant. 47 50 à 48 50 4 mars. 49 50 à 50 50

Décemb. 49 50 à 50 50 4 mars. 49 50 à 50 50

BLÉS. — Calme.

Courant. 21 25 à 22 25 4 prem. 21 25 à 22 25

Décemb. 21 60 à 22 60 4 mars. 22 25 à 23 25

SEIGLES. — Calmes.

Courant. 14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

AVOINES. — Calmes.

Courant. 17 75 à 18 75 4 prem. 18 50 à 19 50

Décemb. 17 75 à 18 75 4 mars. 18 50 à 19 50

COTE OFFICIELLE DU 16 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

FARINES

Mout-Marques (150 kilos) 47 75 à 48 75

Colza 100 50 à 101 50

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

En tonnes 61 75 à 62 75

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50

RECOMPENSES

14 50 à 15 50 4 prem. 14 75 à 15 75

Décemb. 14 50 à 15 50 4 mars. 15 50 à 16 50